



Delphine Ernotte-Cunci en visite à Caen : premier contact

Jeudi 17 septembre, la présidente de France-Télévisions a effectué une visite surprise à la station de Caen. Venue seule, sans escorte parisienne, elle a enchaîné les étapes : visite de la station avec le DRA, passage sur le plateau de Normandie-Matin, dans les bureaux et les salles de montage, déjeuner avec l'encadrement, rendez-vous avec une délégation syndicale. Pas d'allocution à l'ensemble du personnel, mais les salariés qu'elle a croisés ont pu échanger brièvement avec elle.

La rencontre avec la délégation syndicale (CGT et FO) a duré quarante cinq minutes. Un exercice de dialogue direct bienvenu - à condition qu'il ne reste pas de pure forme.

Sur le fond, Delphine Ernotte s'est montrée volontariste sur tous les terrains : parité, relations avec la tutelle, financement, développement, climat social... Des ambitions tous azimuts, mais pas de diagnostic affirmé (« attendons les assises de l'entreprise ») ni de décisions structurelles (« d'abord travailler sur ce que voient nos téléspectateurs »). Le message est clair: la présidente écoute, elle vient sur le terrain affiner sa perception... C'est déjà ça, mais pour le reste, il faudra attendre les prochains épisodes.

Concernant les régions, elle a d'abord affirmé que leur coût de grille est beaucoup trop élevé par rapport à leur temps d'antenne. Oubliant simplement que ce temps d'antenne est à multiplier par vingt-quatre éditions... La délégation CGT s'est empressée de rétablir le bon calcul et a d'autant plus insisté sur la situation de l'antenne Bas-Normande, placée sous la double tutelle de Rouen et de Rennes, essorée de ses programmes et de ses moyens. Comment envisager une future contribution à la chaîne info voulue par la présidente?

Les représentants CGT ont relayé la frustration des personnels, encadrement compris, les tensions sociales (dont quatre procès en cours). Ils ont décrit les risques que la réforme des régions fait peser sur cette antenne. Ils ont défendu la proximité, les résultats d'audience de l'antenne et du web, et ont revendiqué une réelle autonomie locale, des créneaux et des moyens dignes des missions de la télévision publique.

« Je n'ai pas l'intention de fermer des antennes » a rassuré Delphine Ernotte. Soit. Mais de quelle antenne parle-t-on ? De créneaux horaires indignes, de contenus de plus en plus pauvres, de journalisme low-cost, d'émissions externalisées et ultra-mutualisées... ? Si l'activité n'est pas là, l'antenne bas-normande de demain ne sera plus qu'une coquille vide.

La présidente a quitté Caen vers 16h00. A 17h00 on apprenait que le Tribunal de Grande Instance de Paris avait du intervenir pour que la direction ne détruise pas en douce les fameuses fiches d'évaluation des salariés. Un peu plus tôt en DP, la RRH avait annoncé que ces fiches qui n'ont jamais existé venaient d'être supprimées...

Belle démonstration du « management dans et par le dialogue social » promis par Mme Ernotte dans son projet au CSA.

Caen, le 21 septembre 2015